

L'expérience éditoriale de *la Rue* : une réponse au traitement journalistique de l'exclusion

Laëtitia Moreau

Journaliste au magazine *la Rue*

Comment les médias rendent-ils compte des phénomènes d'exclusion ? À cette vaste question, je tenterai d'apporter un éclairage en analysant l'expérience menée par la rédaction du magazine *la Rue*. Ce mensuel qui existe depuis trois ans revêt la particularité d'être à la fois entreprise de presse et entreprise d'insertion. Pour les six journalistes de la rédaction de ce magazine, un tel média permet non seulement d'entreprendre un travail avec les plus démunis, mais aussi de montrer comment l'exclusion ne relève pas simplement de la reproduction sociale des inégalités. En effet, et les travaux en sciences sociales sont sur ce point unanimes, l'exclusion est le fruit d'un processus complexe généré par la société toute entière. Ces deux axiomes de base ont modelé jusqu'à présent tant le contenu rédactionnel que le choix des techniques rédactionnelles du magazine *la Rue*.

Bref historique

Le premier numéro voit le jour en octobre 1993. L'ambition est alors de « *lancer des passerelles entre deux mondes qui s'ignorent* », sous-entendu les inclus et les exclus. Sur 36 pages, papier glacé pour la couverture, quadrichromie, collaboration d'humoristes connus (Siné, Tignous), etc., *la Rue* affiche dès le premier numéro sa différence par rapport aux autres titres de presse de rue déjà existants (*Macadam* et *Réverbère*).

Le journal s'ouvre sur une séquence "Mots-Mêlés" dans laquelle sont publiés des textes écrits par des sans-domicile lors des ateliers d'écriture organisés par le magazine. Une séquence actualité "Coin de rue, images du monde" fait suite : mélange de billets, de courts reportages et de dessins humoristiques. Le ton se veut impertinent.

Vient ensuite le dossier. C'est le cœur du journal. Ce sur quoi s'est bâti sa réputation de support "de qualité". Un thème, toujours en lien avec l'actualité sociale, est abordé au travers d'une "chronique" (c'est-à-dire un reportage au long court), d'un "état des lieux" (article de synthèse posant la problématique), d'"initiatives" (reportages sur des expériences originales) et d'"arrêts sur idées" (interviews de chercheurs, politiques, scientifiques, etc.) pour mettre en perspective le dossier. Une dernière séquence, intitulée "Ça bouge !", constituée de courts reportages sur des initiatives de lutte contre l'exclusion, venait clore le journal.

« *L'ambition était de devenir plus réactif et moins caritatif* »

Cette formule a été modifiée en septembre 1995 à la fois en raison de contraintes financières, à la fois pour des raisons d'évolution du contexte général. Ainsi, toute la rédaction ressentait le besoin d'être plus présente sur le terrain de l'actualité sociale proprement dite et d'en finir avec le catalogue des initiatives, certes sympathiques, mais qui ne donnaient pas de vision d'ensemble de la "fracture sociale". L'ambition était alors de devenir plus réactif et moins caritatif.

Depuis ce changement de formule, le journal, dont la pagination a été réduite à 32 pages et le papier modifié, consacre dix pages à l'actualité sociale, économique, politique et culturelle. Une double page "Sans but lucratif", rebaptisée par la suite "Agir", est consacrée au monde associatif. Chaque mois, une association de premier plan est examinée sous un angle économique. Des informations pratiques (annonces, invitations, etc.) complètent cette double page. Le dossier a été resserré et l'article central tend à devenir l'"État des lieux" à la place de la "Chronique". La séquence "Mots-Mêlés" reste inchangée. D'après les deux études de lectorat, c'est une des séquences favorites des lecteurs de *la Rue*.

Définir l'exclusion

Depuis la dernière campagne présidentielle, les notions d'exclusion, d'exclus, de fracture sociale, etc., ont fleuri dans les médias. Tant et si bien qu'on ne sait plus ce que veut dire être "exclu" ou encore "exclusion". Dans une société libérale, ce n'est pas tant la censure – privation de parole et d'images – qui s'exerce (même s'il y a des exceptions), mais bien plus la "sensure". La SENSURE, selon l'expression de Bernard Noël, indique la privation de SENS et non de parole. Pour lui, « *le culte de l'information raffine encore cette privation en ayant l'air de nous gaver de savoir* ». L'inflation verbale vide les mots de leur sens et rend impossible toute communication. Comme d'autres notions avant elle, l'exclusion a été broyée par les *mass media* tandis que la communauté scientifique s'accordait pour décrire l'exclusion comme un processus.

Chronologiquement, c'est avec le livre de René Lenoir, *Les Exclus*, publié en 1974, que le terme d'exclu s'est vulgarisé. Ce livre, qui porte en fait plus sur l'inadaptation sociale, démonte deux idées reçues : 1. il ne s'agit pas d'un phénomène individuel comme l'entendait les disciples de la thèse de la "pauvreté

volontaire" ; 2. il ne s'agit pas non plus d'un phénomène marginal qui touche la seule frange des sous-prolétaires.

Lenoir est le premier à relever que les dysfonctionnements conjoncturels générés par les mutations économiques et sociales (comme le premier choc pétrolier) produisent des phénomènes d'exclusion. Auparavant, ces phénomènes avaient été abordés essentiellement sous l'angle de la reproduction de mécanismes de ségrégation sociale propres à chaque société.

« *il est admis aujourd'hui que l'exclusion est un processus* » Plus généralement, il est admis aujourd'hui que l'exclusion est un processus. Il n'existe pas une cause à l'exclusion, mais des causes multiples qui se cumulent et s'aggravent les unes les autres.

Emploi précaire, perte du logement, rupture familiale, etc. Ce qui amène Serge Paugam à conclure que « *le succès de la notion d'exclusion est en grande partie lié à la prise de conscience collective d'une menace qui pèse sur des franges de plus en plus nombreuses et mal protégées de la population* ».

Compte tenu de ces définitions qui mettent en perspective les situations que nous pouvons rencontrer sur le terrain, les journalistes de *la Rue* se sont attachés à favoriser la perception de ce processus. Le chômeur, le "jeune-des-cités", le SDF, etc., ne sont pas des êtres sans repères et sans histoire. Être sans domicile, c'est un état transitoire. Il y a une vie avant la rue et, dans le meilleur des cas, il y en aura une après.

Comment rendre compte de ce processus d'exclusion? Tout est à inventer dans ce domaine. Depuis trois ans, la rédaction de *la Rue* trace une des voies possibles et propose un traitement journalistique spécifique. Donner la parole à ceux qui n'ont plus de place dans la société est l'un des axes de ce mode de traitement de l'exclusion. Des travaux rédactionnels ont eu lieu ponctuellement parmi lesquels un numéro spécial réalisé avec des jeunes d'une mission locale de Bordeaux en juillet-août 94, une interview de Simone Veil lors de sa visite dans les locaux de notre entreprise en octobre 94, un sondage effectué au près de sans-abri en janvier 95 (la méthode, d'abord critiquée par le Centre national de l'information et de la statistique, a ensuite été reprise pour réaliser une enquête nationale auprès de la population sans domicile, enquête dont les résultats ont été publiés en mars 96).

Depuis sa création, *la Rue* organise un atelier d'écriture dans un lieu ouvert tard la nuit pour les sans-abri. Les meilleurs textes sont publiés tous les mois dans le magazine après sélection par la rédaction. D'autre part, en 1995, un atelier d'interview a été mis en place car certains vendeurs ne voulaient pas se raconter au travers des ateliers d'écriture et souhaitaient néanmoins participer à la rédaction du magazine. En sept mois, ils ont réalisé trois interviews qui ont été publiées.

Traiter la complexité

Pour tenter de décoder la complexité de l'exclusion, les journalistes ont d'une part fait le choix de rester généralistes. Être spécialisé, c'est être toujours en

contact avec les mêmes interlocuteurs et restreindre son champ de vision, devenir expert à la place de l'expert. C'est au bout du compte avoir une vision déformée de la société. Être "formaté" pour écrire tel type d'article. La rédaction a un fonds commun de connaissances et de contacts, ce qui permet aux rédacteurs de naviguer d'un domaine à un autre. De multiplier les angles de vue. Ce travail généraliste sous-entend un vrai travail d'équipe. D'autre part, la rédaction fait constamment appel à des chercheurs en sciences sociales dans la préparation des dossiers et les sollicite pour apporter un éclairage sur tel ou tel aspect d'une question.

Les journalistes de *la Rue* ont fait le choix d'aller sur le "terrain" et prendre le temps d'écouter. C'est la condition *sine qua non* de tout reportage ayant pour objet de médiatiser des personnes en difficulté. Ne pas le faire revient à prendre le risque de reproduire des clichés. Des clichés qui renvoient à une vision de la société totalement erronée aujourd'hui : celle des deux mondes. Avec d'un côté les inclus et de l'autre les exclus. C'est pourquoi parmi tous les modes de traitement de l'information, nous privilégions le reportage et l'enquête. Prendre le temps d'aller sur le terrain, c'est se rendre compte que les choses sont complexes. Avoir la possibilité de décoder les mécanismes qui en amont conduisent à l'exclusion. Décoder le processus d'exclusion. Le journaliste peut espérer ainsi court-circuiter les schémas imposés par les habitudes, la culture et les modes de la profession, mais aussi ceux de son environnement social. D'autre part, la rédaction du magazine a la particularité d'être dans le même bâtiment que la distribution. C'est-à-dire que quotidiennement, les journalistes côtoient les vendeurs de *la Rue*. Des liens se créent. Le regard change.

Journalisme de société...

Inventer une réponse spécifique, en terme de traitement journalistique, à un problème aussi vaste et complexe que l'exclusion renvoie fatalement aux questions de fond qui depuis fort longtemps agitent les journalistes. Où se situe la frontière entre travail social et journalisme ? Le journaliste peut-il s'engager ? Le doit-il ? Quelle est sa responsabilité sociale ?

Cette démarche renvoie aussi à la formation des journalistes. De par les choix éditoriaux et les modes de traitement de l'information, l'expérience de la rédaction de *la Rue*, mais elle n'est pas le seul exemple, prouve que le journalisme social, ou de société, repose sur de vrais choix éditoriaux, des qualifications et la maîtrise de certaines techniques, notamment celle des entretiens. Principes et pratiques qui bousculent parfois le journalisme "classique". De la même façon que les années 80 furent celles de l'émergence du journalisme économique, les années 90 seront celles du renouvellement du "journalisme de société" dont la qualité ne saurait reposer sur le seul talent, réel ou supposé, de certains rédacteurs ■